



La Commune



Séisme à la fédération CGT Santé

La direction de la fédération Santé et sa secrétaire Nathalie Gamiochipi désavouées et éjectées au 11e Congrès fédéral de la CGT Santé organisé à Reims du 23 au 27 mars 2015.

L'histoire commence au CCN (Comité Confédéral National) le 13 janvier 2015 qui devait élire Philippe Martinez à la tête de la CGT. Mandatée pour voter contre Martinez (son compagnon à la ville), N. Gamiochipi a, contrairement au mandat de sa fédération, voté pour lui.

Le 16 janvier, 25 membres de la CEF (Commission Exécutive Fédérale), indignés, ont vécu l'événement comme le « déni de démocratie » de trop : « La démocratie syndicale s'arrête aux portes de notre fédération, nos dirigeants sont plus préoccupés par leur devenir que par l'avenir des salariés », « il faut que la fédération n'oublie pas que sans nous elle n'est rien ».

Le Congrès règle ses comptes avec l'appareil

Dès le début du Congrès le 23 mars, le ton est donné, 56,5% des délégués rejettent le rapport d'activité et le rapport financier. Au moment du vote du CEF, la présentation d'une liste bloquée avive la contestation. Sur les 400 délégués présents - dont beaucoup participaient pour la première fois - une centaine envahit la tribune, exige la parole et proteste contre les méthodes utilisées.

L'appareil essaiera tout : micros coupés, intervention d'un service d'ordre venu d'une autre fédération, et pourtant rien ne pourra empêcher les délégués de s'exprimer et de décider.

Le 24 mars lors d'un point presse, N. Gamiochipi se présente quand même comme la seule candidate à sa succession. Mais les choses ne vont pas se dérouler comme prévu pour l'ancienne chef de la CGT Santé.

L'appareil pactise avec le POI !

Le 25 mars, une journaliste des Échos, bien informée, écrit :

« Une ultime manœuvre pour contrer la montée de son opposition interne... N. Gamiochipi aurait pour cela conclu un accord avec les trotskystes du Parti ouvrier indépendant (POI) à qui elle aurait promis des postes dans son équipe rapprochée. On cite le nom de Marc Auray comme possible entrant au bureau fédéral... Elle serait donc prête à prendre ce risque, pour conserver le pouvoir ».

N. Gamiochipi n'a pas été réélue au poste de secrétaire générale ni à la CEF. L'ensemble du bureau fédéral sortant, à l'exception du trésorier, a été viré.

Sur la liste initiale proposée pour le bureau, "14 personnes ont été éliminées et 8 rajoutées : une procédure pas habituelle à la CGT où on essaie en général d'obtenir un consensus avant le vote", a précisé C. Prudhomme urgentiste au SAMU 93, proche de N. Gamiochipi.

Vieille recette stalinienne, la dernière manœuvre a fait long feu. Alors que les débats montraient une forte contestation de la politique du gouvernement, certains anciens de la direction CGT Santé ont accusé les contestataires d'être sur la même ligne que la CFDT.

Les Échos du 30 mars voient juste :

« Il est clair que le basculement de la fédération de la Santé va modifier les rapports de force dans la centrale... »

De son côté, le CCN, qui ne compte pas reconnaître le sévère camouflet envers Martinez, s'est fendu d'une déclaration polie :

" *La direction sortante a été désavouée sur la forme plus que sur le fond et un certain nombre de membres du bureau sortant n'ont pas été réélus, un signe fort de la part du Congrès qui a incité Mme Gamiochipi à retirer sa candidature* ".

Les délégués ont imposé la démocratie

Le site de la CGT Santé donne un éclairage sur son orientation d'après Congrès :

« De nombreuses mobilisations ... n'ont pas réussi encore à trouver les voies d'un mouvement d'ensemble malgré les tentatives de coordination unitaire, comme en témoigne l'émergence de la "Convergence contre l'austérité" il y a 1 an et l'activité de collectifs comme la coordination de défense des hôpitaux et maternités de proximité. L'orientation suivie par la fédération, très peu unitaire, refusant les cadres de travail unitaire comme le collectif "Notre Santé en danger", son inertie et son refus de coordonner les luttes étaient déjà mal vécues par de nombreuses équipes et syndicats départementaux » .

Le texte d'orientation le confirme :

« impulser une meilleure coordination de notre activité dans toute la CGT, une orientation lutte de classes, coordonner, soutenir les luttes et préparer les mobilisations d'ampleur nécessaires contre le patronat et le gouvernement, qui n'ont jamais été aussi offensifs contre les salariés ».

Et veulent un syndicat lutte de classes

Ce Congrès montre à quel point les militants sont révoltés et prêts à se battre pour que la CGT joue son rôle de syndicat qui défend les salariés contre les patrons, les banquiers et le gouvernement Hollande-Valls-Macron totalement à leurs bottes.

Les militants syndicaux, les syndiqués, les salariés, que l'on retrouve parmi les abstentionnistes ou ceux qui votent blanc, ne sont pas résignés. Ceux-là cherchent seulement la voie et les moyens de se défendre contre les attaques, de se regrouper pour arrêter les journées d'action sans lendemain comme celle du 9 avril dernier.

Comme nous l'écrivions dans notre tract de la Commune :

Pour le retrait de la loi Macron, pour nos revendications, pour faire céder gouvernement et patronat, n'est-il pas temps, dirigeants syndicaux, d'appeler au :

Tous ensembles, public-privé, à la grève générale dans l'unité des travailleurs et de leurs organisations ?

Y-a-t-il une autre voie pour ne pas être piétinés les uns après les autres ?

Remi Duteil, le 23.04.2015

Modifié le jeudi 30 avril 2015

Voir aussi dans la catégorie France



Urgence, pouvoir d'achat et grève générale

Alors qu'il a urgence à augmenter les salaires, bloquer les prix et les loyers, alors qu'il les crises énergétiques et climatiques explosent, le gouvernement Macron a fait voter au Parlement deux... >>



« Ces gens-là »

La ministre des collectivités territoriales, issue des Républicains, a eu par le passé des prises de position qui dénonçaient le mariage pour tous en y voyant "un dessein contre la nature".... >>



Ni le gouvernement ni l'Assemblée ne nous représente !

« L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes » La présidentielle et les législatives en France sont à l'image du chaos politique qui parcourt l'Europe : la... >>



Répression, maître-mot de la macronie.



La cinquième république est agonisante. Macron et sa clique vont utiliser le dernier outil en leur possession pour sauver ce qui peut l'être : la répression. Les forces de police, dignes... >>



Présidentielles, législatives : Non au front unique des appareils !

Ils veulent TOUS sauver la Ve République et museler la classe ouvrière ! Partis politiques et confédérations syndicales sont désormais unis pour laisser Macron gouverner à son aise et mener ses... >>



Alain Krivine

La Commune tient à saluer la mémoire d'Alain Krivine, militant ouvrier et dirigeant historique de la LCR et du NPA, qui a marqué la vie politique de ces 60 dernières années. Nous adressons à sa... >>
